

DECLARATION LIMINAIRE DU SNUDI-FO AU CTSD DU 25 JUIN

Monsieur le Directeur des Services de l'Éducation Nationale

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD

Le CTSD du 25 juin clôt une année scolaire qui fut encore bien compliquée pour les enseignants, les directeurs et les AESH. La gestion quotidienne de la Pandémie Covid 19 a posé de nombreux problèmes dans les écoles, les différents protocoles parfois apparus le dimanche soir pour le lundi matin n'ont en rien aidé les collègues sur le terrain.

Une fois de plus les choix ont été difficiles tant la dotation nécessaire pour notre département est insuffisante, insuffisante pour permettre la création de postes de remplaçants, insuffisante pour abaisser significativement le nombre d'élèves par classes.

Force est de constater que le « quoi qu'il en coûte présidentiel » ne s'adresse pas à nous autres. Nous n'avons pas besoin d'un ministre qui vient jouer à la marelle dans nos écoles, nous avons besoin d'un réel investissement de l'Etat, de postes supplémentaires.

Concernant les élèves

Les élèves ont vécu cette année un confinement les éloignant de fait physiquement de leurs classes, véritables lieux d'apprentissages. Avec les moyens du bord tant au niveau des familles que des enseignants on a assisté au devenu trop célèbre « enseignement en distanciel » qui nous le savons tous ici ne remplacera jamais le lien privilégié entre l'élève et son enseignant.

Nous le constatons des retards se sont accumulés. Dans beaucoup de familles, notamment dans le nord du département le manque de matériel informatique et la difficulté d'utiliser les nouvelles technologies furent des freins aux apprentissages. Pour l'année prochaine il faut permettre aux élèves un accueil dans les meilleures conditions, en nombre restreint pour bénéficier d'un suivi personnalisé pour chacun d'entre eux. Comment avoir ces conditions si on ferme encore des classes ?

La pandémie aura mis en évidence que le nombre important d'élèves dans une classe n'est pas une bonne chose sur le plan sanitaire, ce n'est pas non plus une bonne chose sur le plan pédagogique. D'ailleurs en limitant le nombre d'élèves par classe en GS, CP et CE1 le gouvernement valide bien que le nombre d'élèves par classes est bien le vrai levier pour améliorer les résultats de tous.

Les équipes constatent aussi que les interventions du RASED se font de plus en plus rare, qu'il est notamment de plus en plus difficile de contacter les psychologues scolaires. Là encore la dotation actuelle n'est pas suffisante et donne lieu à un saupoudrage des interventions.

Concernant les écoles

Il suffit de circuler dans le département pour observer ici et là, à Noisy Le Grand ou bien à Sevran ou à Livry-Gargan la construction d'immeubles dont beaucoup sont déjà livrés, il faudra bien anticiper l'arrivée de ses élèves.

N'oublions pas la particularité de certaines écoles fonctionnant sur deux sites mais aussi des écoles qui se retrouvent en dehors du réseau d'Education prioritaire et qui pourtant en ont bien tous les indicateurs. C'est alors encore plus injuste de ne pas avoir les moyens de limiter le nombre d'élèves dans les classes charnières et d'avoir à faire face à des fermetures. Ces écoles doivent être prises en compte dans les décisions de carte scolaire et pour cela aussi la dotation départementale doit augmenter.

Concernant les inscriptions

Les inscriptions des élèves par les familles ont pris différentes formes d'une commune à l'autre, soit sur internet quand le site fonctionne correctement, soit par rendez-vous individualisés soit au téléphone. On constate encore que certaines communes n'ont pas fait de campagnes d'inscriptions, qu'aucune communication n'a eu lieu. « Les parents le savent bien qu'il faut inscrire son enfant » répondent des services de l'Enfance. Non tout n'est pas si simple et il y a des familles qui n'ont pas encore fait cette démarche, qui ne le savent pas, qui sont éloignés des arcanes administratives, qui n'ont que peu ou pas accès à Internet.

Les directeurs et directrices qui connaissent bien les familles et leurs quartiers le constatent. Quel sera cet impact démographique au mois de septembre ? Il faudra ré ouvrir là où il y a eu des fermetures, structure à refaire au dernier moment, changement de classes pour des élèves, mécontentement des parents ... La rentrée s'annonce agitée.

Concernant la charge de travail des directions

Cette année fut extrêmement difficile pour les directions d'écoles, certains collègues ont même décidé de ne plus continuer dans cette voie. La gestion des différents protocoles, des tests auprès des élèves, des communications avec les familles ont apporté un surcroît de travail important. Cette augmentation de travail n'a donné lieu à aucun moyen supplémentaire, ni en terme de décharge ni en aide administrative. Aucune des revendications portées par le Snudi-FO n'ont été entendues. Les tensions avec les familles se sont accrues et des incidents ont donné lieu à des RSST et RDGI traités en CHS. Les directions ont été oubliées cette année et comble du comble le CHS CT extraordinaire sur la délégation d'enquête suite au suicide de notre collègue Christine Renon aura lieu le premier jour des vacances, cette décision est lourde de sens et démontre le peu de bienveillance à l'égard de nos collègues. Cette décision est ressentie comme du mépris.

Concernant le remplacement

Dernière décision en date l'interdiction du brassage et le refus d'accueil des élèves ont mis en lumière le déficit flagrant de remplaçants sur notre département, 300 classes fermées dès le premier jour et encore 161 classes fermées la semaine dernière, et ce sont les chiffres de la DSDEN, quand on peut les obtenir... Auparavant cela ne se voyait pas, les élèves étaient entassés dans les classes et tout allait bien, désormais cela se voit. Comment ne pas être inquiet pour l'avenir en sachant que le nombre de remplaçants n'est pas sérieusement revu à la hausse ?

La situation du remplacement a été tellement tendue sur Saint Denis que ce sont des animateurs qui ont assuré l'accueil des élèves. Cette option a-t-elle été retenue ailleurs sur le territoire national ? Sur Paris, Bordeaux ou bien Strasbourg ? Ici l'Etat n'est donc plus en mesure d'assumer ses missions ?

Concernant la prise en charge des élèves MDPH

Pour les élèves relevant de la MDPH la situation a été encore plus compliquée durant cette période, les règles sanitaires à respecter pour certains d'entre eux demandent une attention particulière et la présence effective d'AESH à leurs côtés. Présence d'AESH en nombre suffisant et avec les heures qui correspondent bien. Le Snudi-FO dénonce la mise en œuvre à marche forcée des PIALS et du « saupoudrage » des heures d'interventions. Les enseignants, les AESH et les familles sont très inquiets pour la rentrée, ils seront aussi très vigilants.

Concernant la santé scolaire

Les difficultés à mettre en place une véritable campagne de test et de vaccination pour les enseignants volontaires a mis en évidence le manque de moyen dont dispose la santé scolaire. La pandémie aura occupé principalement leur action et de fait d'autres interventions n'ont pas pu avoir lieu. Le Snudi-FO attend la aussi des réponses du gouvernement.

Face à cette situation exceptionnelle le Snudi-FO exige que soient prises des mesures exceptionnelles du gouvernement. Nous attendons un effort en priorité dans les services publics et notamment dans l'Education Nationale pour ce qui nous concerne.

C'est pour cela que le Snudi-FO demande solennellement à monsieur le directeur Académique de sursoir à toutes les fermetures et d'effectuer toutes les demandes d'ouvertures dans notre département.

Malgré cela ce sont encore 66 fermetures et 22 moyens supplémentaires supprimés qui sont proposées pour cette carte scolaire.

Le Ministère de l'Education Nationale doit donner des moyens notamment sur notre département pour qu'une autre carte scolaire puisse être définie permettant d'aborder sereinement la rentrée de septembre.

Je vous remercie monsieur le Directeur Académique de votre écoute.